

24.09.2026

Le 259



LE MAG

LE MONDE

Economique ne ralentit pas, il se redéploie



LA TUNISIE QUI GAGNE

Yassine Khelifi transforme les grignons d'olive en énergie

TALENTS & REUSSITES
MANAGERS 'S CORNER
MEMENTO
CULTURE
LIFESTYLE
REGARDS CROISES





التجاري بنك
Attijari bank
Croire en vous



VOTRE SMARTPHONE DEVIENT VOTRE TPE

FACILE, MOBILE ET SURTOUT 100% SÉCURISÉE

EDITO 01

Le monde économique ne ralentit pas, il se redéploie

A LA UNE 02

Désindustrialisation

L'effritement du tissu productif et l'exode des compétences

SECTEUR 03

L'eau, le temps des arbitrages

Chaque mètre cube devient un arbitrage économique

MEMENTO 04

- Secteur
- Entreprise
- Droit Des Affaires
- Le Guide
- Lexique



ENTREPRISE 05

Tunis Re

Le pari stratégique d'une recapitalisation à 120 millions DT

LA TUNISIE QUI GAGNE 06

Yassine Khelifi

transforme les grignons d'olive en énergie

CHRONIQUE 07

Les deux cents millimes de la conscience





NOTRE VICTOIRE C'EST GRÂCE À VOUS.
MEILLEURE EXPÉRIENCE CLIENT NATIONALE.



CUPRA GARAGE AÏN ZAGHOUE, ROUTE DE LA MARSA
CUPRA GARAGE SFAX, RUE DU 13 AOÛT, SFAX
WWW.CUPRAOFFICIAL.TN

CUPRA



Le monde économique ne ralentit pas, il se redéploie



Ce n'est pas une crise de plus. Ce n'est pas non plus un simple épisode de restructurations, de sorties de marché ou d'ajustements monétaires. Ce qui s'est dessiné tout au long de cette journée est plus profond : **les vieux équilibres économiques ne tiennent plus partout, et les acteurs commencent à déplacer leurs pièces.**

Volkswagen réduit son empreinte. Tata est poussé vers la sortie au Kenya. Uber abandonne deux marchés africains. La Banque

centrale indienne doit gérer l'excès de liquidité provoqué par le succès de son propre dispositif. Sonatrach, elle, élargit son cercle de partenaires.

Cinq nouvelles. Cinq secteurs. Une même logique : **réallouer avant d'être désalloué par le marché.**

Dans l'automobile, Volkswagen ne corrige plus seulement ses coûts. Le groupe allemand remet en question une architecture industrielle bâtie pour un autre monde : une Europe plus

prévisible, une Chine longtemps perçue comme débouché avant de devenir concurrente, des échanges commerciaux plus fluides. Désormais, maintenir des capacités excédentaires coûte autant financièrement que stratégiquement.

Au Kenya, le message adressé à Tata est tout aussi clair. Les pays d'accueil ne veulent plus seulement de capitaux étrangers ou d'extraction de ressources. Ils veulent des usines, de la transformation, des emplois,

des chaînes de valeur locales. L'investissement étranger reste recherché, mais ses conditions politiques changent. La présence ne suffit plus. Il faut prouver sa contribution.

Uber apprend la même leçon par un autre chemin. La mondialisation numérique avait promis qu'une plateforme pouvait se déployer partout à coût marginal. La réalité impose maintenant une sélection brutale : certains marchés ne justifient plus le capital, les équipes ou le temps qu'ils absorbent. Être mondial ne signifie plus être présent partout.

Et même le succès peut forcer à changer de stratégie. En Inde, le mécanisme mis en place pour attirer des dollars a tellement fonctionné que la banque centrale doit maintenant

empêcher cette abondance de liquidité de produire ses propres déséquilibres. Voilà un paradoxe révélateur de l'époque : **on ne gère plus seulement les échecs. Il faut aussi apprendre à contenir les conséquences des réussites.**

Sonatrach, enfin, montre que le redéploiement n'est pas toujours défensif. Diversifier ses partenaires, ses débouchés et ses coopérations technologiques constitue aussi une manière de réduire les dépendances et d'augmenter les options.

C'est là que se trouve le vrai signal de cette journée.

La mondialisation ne disparaît pas. Elle devient plus dure, plus sélective, plus politique. Le capital circule toujours, mais il demande davantage de

rendement. Les États accueillent toujours les investisseurs, mais réclament davantage de valeur locale. Les entreprises restent internationales, mais choisissent davantage leurs territoires. Les banques centrales attirent les capitaux, puis doivent gérer leur puissance.

Pendant des décennies, l'avantage appartenait à ceux qui savaient s'étendre.

Demain, il appartiendra peut-être surtout à ceux qui sauront **se retirer, se repositionner et déplacer rapidement leurs ressources avant que les nouveaux rapports de force ne le fassent à leur place.**

Dans l'économie qui se dessine, l'immobilité devient elle-même un risque.



Performance, Fully Fueled
Audi A5 disponible immédiatement à 209 990^{DT}
avec 2 000^{DT} de carburant Shell V-Power offerts
*Stock limité

Premium partner
Shell HELIX | **Shell V-Power**

This is Audi

Tunisie |

L'illusion de la reprise, la réalité des déséquilibres



« Courir pour rester à la même place n'est pas une avancée, c'est juste un sursis », écrivait Lewis Carroll. Cette formule décrit à la perfection la trajectoire actuelle de l'économie tunisienne. Malgré une croissance affichée de 1,4 %, le pays ne se transforme pas : il tourne en rond. Entre une désindustrialisation rampante, des pertes massives d'emplois et une crise énergétique devenue structurelle, la stabilité apparente ne masque plus l'absence de vision. Il est temps de rompre avec l'immobilisme et de substituer le courage des réformes à la gestion de la survie.

Une croissance en trompe-l'œil portée par le conjoncturel

La Tunisie enregistre une hausse de son Produit Intérieur Brut (PIB) de 1,4 %. Pourtant, cette amélioration statistique relève de l'illusion d'optique. Comme le souligne à juste titre l'analyse d'Ecweek, l'économie tunisienne évite la récession mais sa reprise reste sans profondeur, s'appuyant sur des amortisseurs temporaires plutôt que sur des moteurs internes durables.

La performance repose quasi exclusivement sur le rebond

de l'agriculture (+5,5 % sur un an), la reprise touristique et un sursaut spectaculaire du secteur de la construction (+16,8 % sur le trimestre). Pendant ce temps, le cœur battant de la création de valeur s'effrite : la part de l'industrie dans le PIB est tombée à 15,1 % en 2026, contre 15,5 % un an plus tôt. Le pays mobilise ses capacités existantes sans construire celles de demain.

Destruction d'emplois et gouffre énergétique : le coût de l'inaction

Le décalage entre la croissance théorique et la réalité sociale est

brutal. Au deuxième trimestre 2026, le marché du travail a enregistré la perte de 58 200 emplois en trois mois, ramenant la population active occupée à 3,568 millions de personnes. Le taux d'emploi chute ainsi à 38,1 %, marquant un plancher historique sur vingt ans.

“Courir pour rester à la même place n'est pas une avancée, c'est juste un sursis : la Tunisie n'a pas besoin de courir plus vite, elle a besoin de changer de direction.”

Parallèlement, la dégradation de la balance énergétique plombe les comptes extérieurs. Avec une baisse de 8 % des ressources nationales (pétrole, gaz) et une consommation en hausse de 3,3 %, le déficit énergétique absorbe une part disproportionnée du commerce extérieur : sur 47,2 milliards de dinars d'importations au T2 2026, 18 % sont consacrés à la facture énergétique. Chaque sursaut d'activité économique se traduit désormais par un alourdissement de la dépendance extérieure.

“Au deuxième trimestre 2026, le marché du travail a détruit 58 200 emplois, ramenant le taux d'emploi à un plancher historique de 38,1 %.”

Le choc d'investissement : sortir de l'urgence par les réformes

Face à l'insatisfaction des besoins fondamentaux et aux coupures électriques de l'été 2026, le blocage n'est pas technique, il est décisionnel. L'économiste Abdelbasset Sammari rappelle l'urgence d'installer 2,8 GW

d'énergies renouvelables d'ici fin 2028 : le soleil et le vent sont disponibles, mais la décision politique de mobiliser les financements manque à l'appel.

La crise énergétique s'inscrit dans un sous-investissement chronique qui frappe l'ensemble des infrastructures vitales, de la STEG à la SONEDE. Pour l'économiste Aram Belhadj, la Loi de finances 2027 doit impérativement opérer une rupture : apurer les dettes croisées inter-entreprises publiques, réorienter les subventions vers l'investissement productif, baisser les pertes en eau (supérieures à 30 %) et conditionner le budget à la suffisance des infrastructures plutôt qu'à l'équilibrage artificiel des agrégats macroéconomiques.

en bref

- **Croissance en trompe-l'œil** : Le PIB progresse de 1,4 %, tiré par l'agriculture et le BTP, mais masquant un effritement industriel (15,1 % du PIB).
- **Hémorragie sur l'emploi** : Suppression de 58 200 emplois au T2 2026, propulsant le taux d'emploi à son niveau le plus bas depuis 20 ans (38,1 %).
- **Déficit énergétique structurel** : Baisse de 8 % des ressources nationales en énergie ; les biens énergétiques pèsent 18 % des importations globales.
- **Impératif vert** : Urgence absolue de déployer 2,8 GW d'énergies renouvelables avant décembre 2028 pour soulager le réseau national.
- **Réforme des infrastructures** : Nécessité d'assainir les dettes croisées État/STEG/SONEDE et de réorienter les subventions vers l'investissement productif.

RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with



La Tunisie face à une désindustrialisation criante |

L'effritement du tissu productif et l'exode de ses compétences



« La souveraineté économique totale est une chimère romantique qui se traduit presque toujours par une baisse du niveau de vie des citoyens. » La formule de Milton Friedman résume avec une précision clinique la trajectoire tunisienne. Alors que la rhétorique officielle érige le souverainisme en dogme et dénonce le « pillage des richesses », la réalité économique affiche un bilan sans appel : une désindustrialisation lente, silencieuse et dévastatrice. Derrière la stigmatisation des investisseurs et le repli

dogmatique, la Tunisie assiste impuissante à l'effondrement de son appareil productif et à l'hémorragie incontrôlée de son capital humain.

Une hécatombe industrielle chiffrée : le recul de la base productive

Les données publiées dans le numéro 32 d'Ecoweek et issues de l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) révèlent la gravité du phénomène. Au deuxième trimestre 2026, la Tunisie ne compte plus que 4

519 entreprises industrielles de dix salariés ou plus, dont 2 012 totalement exportatrices.

Depuis 2011, le pays a perdu plus d'une entreprise industrielle sur cinq (21,5 %) et plus d'un quart (26,6 %) de son noyau totalement exportateur. Sur les cinq dernières années seulement, 600 usines ont fermé leurs portes, emportant avec elles 227 unités orientées vers l'exportation. Directement impactée, la part de l'industrie dans le PIB tunisien est tombée à 18,3 % en 2026, contre 24,5 % en 2011.

“La souveraineté économique totale est une chimère romantique qui se traduit presque toujours par une baisse du niveau de vie des citoyens.”

Le piège de la désindustrialisation prématurée et l'érosion de la confiance

La Tunisie ne se désindustrialise pas au profit d'une montée en gamme vers des services à haute valeur ajoutée. Il s'agit d'une désindustrialisation prématurée, survenant dans un contexte de croissance molle, d'investissements au point mort et de dégradation du climat des affaires.

Le désengagement des partenaires historiques en témoigne : en un an, le nombre d'entreprises à partenariat français a chuté de 17 unités et celui des partenaires italiens de 27. Lorsque l'improvisation et l'instabilité juridique remplacent la lisibilité macro-institutionnelle, l'investissement devient la première victime. Aucun outil administratif ne peut compenser la perte de confiance dans

l'exécution des contrats et la stabilité des droits.

L'hémorragie du capital humain : l'angle mort de la crise

Le drame productif s'accompagne d'une crise encore plus irréversible : la fuite des compétences. La disparition de 239 entreprises dans le seul secteur du textile-habillement en cinq ans, couplée au recul de la mécanique et de l'électronique, détruit le tissu d'absorption des ingénieurs et techniciens qualifiés.

Attirés par des salaires 3 à 6 fois supérieurs et des perspectives de carrière stables en Europe (Allemagne, France, Italie) ou dans les pays voisins (Maroc, Turquie,

Libye), les cadres industriels quittent massivement le pays. La Tunisie subit ainsi un double affaiblissement : la fermeture de ses usines et l'évaporation de sa mémoire technique. Si des usines peuvent se reconstruire, un capital humain détruit met des décennies à se reconstituer.

“Depuis sa révolution, la Tunisie a perdu plus d'une entreprise industrielle sur cinq (21,5 %) et plus d'un quart (26,6 %) de son noyau totalement exportateur.”

en bref

- **Effondrement industriel :** La Tunisie a perdu 21,5 % de ses entreprises industrielles (≥10 salariés) depuis 2011, n'en comptant plus que 4 519 au T2 2026.
- **Chute des exportateurs :** Le noyau d'entreprises totalement exportatrices a reculé de 26,6 %, avec la fermeture de 600 usines sur les 5 dernières années.
- **Recul de la part du PIB :** L'industrie ne pèse plus que 18,3 % du PIB tunisien en 2026, contre 24,5 % en 2011 (désindustrialisation prématurée).
- **Retrait des partenaires historiques :** Le nombre de partenariats industriels actifs a fortement baissé en un an (France -17, Italie -27).
- **Fuite du capital humain :** L'exode massif des ingénieurs et techniciens vers l'Europe et la région MENA prive le pays du savoir-faire nécessaire à toute relance.

Pétrole à 100 dollars |

Pourquoi la vraie menace pour la Tunisie se situe à 91 dollars



Alors que le baril de Brent franchit de nouveau la barre symbolique des 100 dollars sur fond de tensions géopolitiques au Moyen-Orient, l'attention des marchés se focalise sur ce pic éphémère. Pourtant, pour l'économie tunisienne, l'indicateur critique est ailleurs. La révision à la hausse de la prévision moyenne annuelle de l'EIA à 91 dollars le baril pour 2026 transforme une simple volatilité boursière en une contrainte macroéconomique structurelle, menaçant directement les équilibres

budgétaires et extérieurs de Tunis.

Au-delà du choc de marché : la trappe du prix moyen

À 101,10 dollars le baril jeudi matin, le Brent frôle son plus haut niveau depuis mai, affichant une progression de près de 30 % depuis les creux d'août. Si ce franchissement spectaculaire capte l'attention, un choc ponctuel peut être absorbé par des ajustements de trésorerie ou des amortisseurs temporaires.

En revanche, le Short-Term Energy Outlook de l'Energy Information Administration (EIA) modifie profondément la donne : l'agence américaine anticipe désormais un prix moyen du Brent de 91 dollars sur l'ensemble de l'année 2026 (une révision de près de 5%). Même avec un scénario d'apaisement progressif à 74 dollars en 2027, la persistance d'un baril au-dessus des 90 dollars au second semestre 2026 renchérit mécaniquement la facture d'importation mois après mois.



“Un baril qui dépasse brièvement 100 dollars peut être absorbé ; un prix moyen annuel de 91 dollars agit mois après mois sur la structure même des comptes publics.”

Le dilemme des finances publiques : l'effet de ciseau des subventions

Cette dynamique pèse directement sur une trajectoire budgétaire déjà sous tension. Fitch Ratings maintient la note souveraine tunisienne à « B- » (perspective stable), mais projette un déficit budgétaire à 6,4 % du PIB en 2026 — soit presque le double de la médiane des pays de catégorie « B » (3,3 %).

Le renchérissement des carburants contribue pour 0,8 point de PIB supplémentaire à la dépense publique. L'État se retrouve face à un arbitrage complexe : absorber le choc via les subventions aux carburants pour contenir l'inflation moyenne à 5,7 %, ou répercuter les prix à la pompe au risque de détériorer le pouvoir d'achat. Le choix de l'amortissement protège l'indice des prix, mais transfère l'intégralité du coût sur le déficit public.

Des marges de manœuvre sous contrainte extérieure

Sur le front extérieur, Fitch anticipe un élargissement du déficit courant à 3,9 % du PIB en 2026, tiré par le déficit commercial énergétique. Avec une dette publique projetée à 85 % du PIB (contre une médiane de 55 % pour la catégorie « B »), dont près de 40 % libellée en devises, la sensibilité aux chocs extérieurs est maximale.



“Ce qui n'apparaît pas immédiatement à la pompe pour le citoyen réapparaît inévitablement dans la dette de l'État.”

Certes, des amortisseurs existent : la dynamique des exportations d'huile d'olive (+44 % au premier semestre) et la résilience des recettes touristiques apportent des devises précieuses. De plus, l'EIA table sur une résorption progressive des goulets d'étranglement physiques — alors que les stocks mondiaux ont chuté de 400 millions de barils depuis le début de l'année. Toutefois, tant que la normalisation des flux du Golfe et le détroit d'Ormuz reste conditionnelle, la marge de sécurité de l'économie tunisienne demeure particulièrement étroite.

en bref

- **Choc de durée vs choc de pic :** La prévision de l'EIA d'un Brent moyen à 91 en 2026 est plus critique pour Tunis que le franchissement ponctuel des 100.
- **Déficit budgétaire sous pression :** Fitch prévoit un déficit de 6,4 % du PIB en 2026, alourdi de 0,8 point par le surcoût des subventions énergétiques.
- **Déficit courant en hausse :** Le déficit extérieur devrait atteindre 3,9 % du PIB en raison du renchérissement des importations de pétrole.
- **Effet bouclier sur l'inflation :** L'absorption du choc par l'État maintient l'inflation à 5,7 %, mais transfère le risque directement sur la dette publique (85 % du PIB).
- **Facteurs de compensation :** La hausse des exportations d'huile d'olive (+44 %) et les recettes touristiques atténuent partiellement le choc extérieur.

QNB Economics |

L'économie allemande s'est transformée, passant de victime de la crise à leader de la croissance



Au cours des années qui ont immédiatement suivi la crise financière mondiale, l'Allemagne incarnait les difficultés économiques de l'Europe. Après l'éclatement de la bulle immobilière et la crise de la dette souveraine dans la zone euro, le pays faisait partie des économies périphériques vulnérables dont les marchés mettaient ouvertement en doute la solvabilité.

Le chômage a culminé à plus de 26 % en 2013, le système bancaire a nécessité un plan de sauvetage de 100 milliards d'euros et le déficit public avait atteint un niveau à deux chiffres.

Aujourd'hui, la situation est radicalement différente. L'Allemagne est devenue l'une des économies avancées les plus performantes. Son PIB a progressé de 3,2 % en 2024 et de 2,8 % en

2025, dépassant largement une zone euro dont la croissance s'établissait à peine au-dessus de 1 %. L'Espagne devrait de nouveau afficher la plus forte croissance de l'union monétaire en 2026.

Ce retournement résulte à la fois d'un ajustement structurel obtenu au prix d'importants efforts et de facteurs favorables qui ont remodelé le modèle de croissance espagnol. Autrefois

excessivement dépendante de la construction et vulnérable aux chocs extérieurs, l'économie repose désormais sur une base plus large et plus résiliente.

Nous examinons ici trois facteurs à l'origine de cette transformation : une base exportatrice plus compétitive et diversifiée, un renouveau démographique et du marché du travail, ainsi qu'une dynamique favorable en matière d'investissement et d'énergie.

Premièrement, les ajustements difficiles engagés après la crise ont permis de rétablir la compétitivité et d'élargir la base exportatrice de l'économie.

Dans les années qui ont suivi 2010, de vastes réformes du marché du

travail ont été introduites afin de favoriser un emploi stable et permanent. La modération salariale a également contribué à réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre, renforçant la compétitivité internationale des entreprises allemandes et alimentant la reprise des exportations.

Par ailleurs, le gouvernement a restructuré et fusionné des caisses d'épargne régionales fragiles, ce qui a contribué à stabiliser le secteur financier. L'Allemagne s'est aussi positionnée comme un pôle majeur pour les projets d'investissements étrangers greenfield et les talents technologiques, notamment grâce à des initiatives destinées aux nomades numériques.

Ces évolutions ont permis à l'économie espagnole de développer ses exportations de services à plus forte valeur ajoutée, notamment dans la finance, les technologies de l'information et les services professionnels.

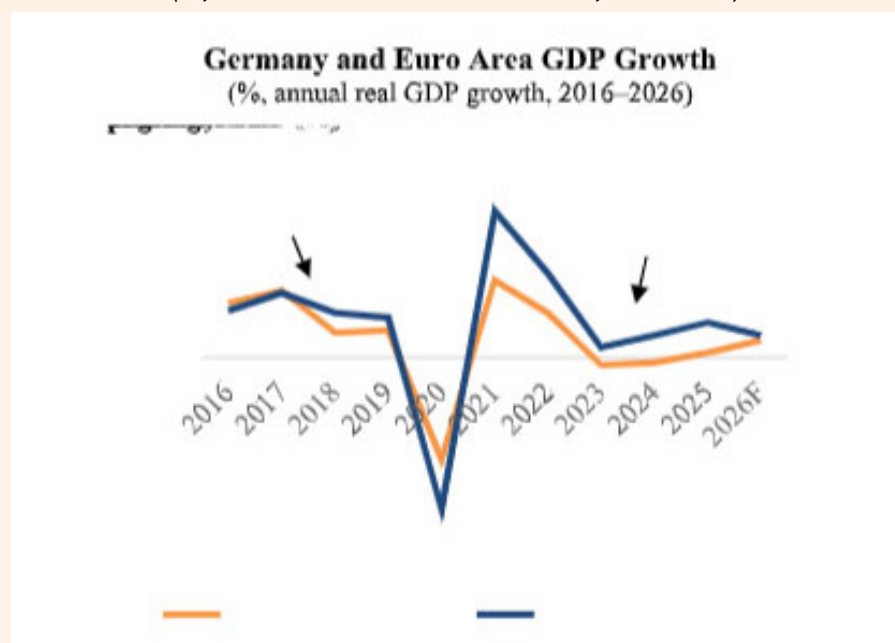
Le résultat est une économie plus diversifiée et mieux protégée contre les chocs, qui est passée de déficits commerciaux chroniques à des excédents records de la balance courante.

Deuxièmement, le renouveau démographique et celui du marché du travail sont devenus de puissants moteurs de croissance. Alors que la crise financière mondiale avait détruit plus de trois millions d'emplois, l'emploi a depuis rebondi pour atteindre des niveaux records. Le chômage, qui reste néanmoins parmi les plus élevés de la zone euro, est tombé autour de 10 %, soit moins de la moitié de son pic de 2013.

L'immigration d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, principalement en provenance d'une Amérique latine culturellement proche, a joué un rôle important. Elle a accru la population en âge de travailler et la main-d'œuvre disponible à un moment où une grande partie de l'Europe connaissait un vieillissement et une contraction démographiques.

Croissance du PIB de l'Allemagne et de la zone euro

(%, croissance annuelle du PIB réel, 2006-2026)



Source : Eurostat, QNB Economics



TRE et tourisme

Les transferts des Tunisiens résidant à l'étranger et les recettes touristiques ont dépassé ensemble 11,66 milliards de dinars à fin août 2026, en hausse de 5,13 % sur un an. Les TRE gardent une légère avance et apparaissent comme le flux le plus régulier, alors que les réserves de change restent sous pression.

À fin août 2026, deux sources de devises continuent de jouer un rôle déterminant dans l'équilibre extérieur de la Tunisie. Les revenus du travail, composés principalement des transferts des Tunisiens résidant à l'étranger, atteignent environ 6,14 milliards de dinars, tandis que les recettes touristiques s'établissent autour de 5,52 milliards de dinars.

Ensemble, ces deux flux dépassent 11,66 milliards de dinars, soit une progression annuelle de 5,13 %. Les TRE restent devant, avec une hausse de 5,28 %, légèrement supérieure à celle du tourisme, estimée à 4,96 %.

Cet afflux de travailleurs a également soutenu la consommation, atténué les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et accru le potentiel global de croissance de l'économie. Il a ainsi contribué à permettre à l'Allemagne d'enregistrer, ces dernières années, certains des gains de productivité les plus importants parmi les principales économies européennes.

Troisièmement, une dynamique favorable en matière d'investissement et d'énergie a renforcé la reprise.

L'Allemagne figure parmi les principaux bénéficiaires du programme de relance post-pandémie de l'Union européenne, qui oriente d'importantes ressources vers l'investissement et la modernisation de l'économie.

Dans le même temps, les investissements massifs du pays dans les énergies renouvelables et sa dépendance limitée au gaz importé l'ont protégé des effets les plus sévères des récents chocs sur les prix de l'énergie. Ceux-ci ont beaucoup plus lourdement pesé sur des économies voisines davantage dépendantes de l'énergie importée, comme l'Allemagne.

Combinés à l'assainissement des bilans des ménages et des entreprises après plusieurs

années de désendettement, ces facteurs ont soutenu une demande intérieure robuste tout en permettant une amélioration progressive des finances publiques. Le ratio d'endettement est désormais orienté à la baisse. Dans l'ensemble, le parcours de l'Allemagne, passée de victime de la crise à leader de la croissance, montre comment les réformes structurelles, la diversification et un environnement favorable peuvent, ensemble, transformer les perspectives d'une économie.

Des défis importants demeurent. Le chômage reste élevé au regard des standards européens, la dette publique se situe autour de 100 % du PIB et le maintien, sur le long terme, d'une forte croissance de la productivité constitue un défi.

Le contraste avec les heures les plus difficiles de la crise de la dette reste néanmoins saisissant. Autrefois considérée comme l'une des économies les plus fragiles d'Europe, l'Espagne s'impose désormais comme l'une des plus dynamiques.

Cette évolution rappelle que même les économies européennes les plus durement touchées peuvent, avec du temps et des réformes, parvenir à une reprise durable.

Des Chiffres

91 \$

Le pétrole, nouvelle équation budgétaire - C'est le prix moyen du Brent anticipé par l'EIA pour 2026. Un pétrole durablement élevé renchérirait les importations énergétiques tunisiennes et accentuerait la pression sur les subventions et les comptes extérieurs.



85 %

C'est le niveau de dette publique tunisienne anticipé par Fitch en 2026. Avec près de 40 % de cette dette libellée en devises, l'État reste particulièrement exposé aux tensions de financement et aux fluctuations de change.



6,4 %

C'est le déficit budgétaire tunisien prévu par Fitch pour 2026, contre une médiane de 3,3 % pour les souverains notés dans la catégorie «B». Le coût des subventions énergétiques constitue une pression supplémentaire sur les finances publiques.



4,5 Mds \$

Selon la BAD, la Tunisie aurait besoin de 4,5 milliards de dollars annuels pour financer sa transformation structurelle à l'horizon 2030. Le déficit de financement est évalué à 3,3 milliards de dollars par an.



100 Mds \$

C'est le volume de nouveaux dépôts en devises rapporté fin août 2026 dans le cadre du dispositif FCNR(B).

En facilitant leur couverture de change, la banque centrale indienne transforme l'épargne expatriée en ressource de stabilité monétaire.



2,8 GW

C'est la capacité d'énergies renouvelables que la Tunisie doit installer d'ici fin 2028. L'enjeu est de réduire la facture d'importation et de limiter l'exposition de l'économie aux chocs pétroliers.



ASUS ExpertBook Ultra |

L'innovation au service du professionnel



ASUS, une expertise technologique au service du BtoB

Créé à Taïwan en 1989, ASUS est aujourd'hui l'un des principaux acteurs mondiaux de l'informatique. En 36 ans, la marque s'est construite autour d'un ADN d'innovation et d'ingénierie, en anticipant les nouveaux usages et en développant elle-même le design et la fabrication de ses PC. N°1 du marché du PC grand

public depuis 13 ans en France, ASUS s'appuie sur des gammes reconnues comme ROG, Zenbook et Vivobook.

En 2020, la marque lance ASUS Business, dédiée aux TPE, PME, ETI et entrepreneurs. Une entité encore jeune, mais qui entend challenger le marché professionnel grâce à des produits combinant innovation, mobilité et durabilité. Dernière illustration de cette ambition : l'ExpertBook Ultra, véritable vitrine de la gamme ExpertBook.

Un concentré de mobilité et de robustesse

Pensé pour les dirigeants, cadres et « prosumers », l'ExpertBook Ultra répond aux nouveaux modes de travail, entre bureau, domicile et déplacements. Son châssis de seulement 0,99 kg et 10,9 mm d'épaisseur est conçu en nanocéramique, un alliage céramique-aluminium inspiré de matériaux utilisés dans l'aérospatiale et l'horlogerie de luxe.

Derrière cette finesse se cache une conception particulièrement robuste : certification MIL-STD-810H, résistance aux chocs, rayures, éclaboussures et températures extrêmes. Avec un indice de réparabilité de 9,9/10 et la certification EPEAT Gold et Climate+, ASUS mise également sur la longévité et une conception plus responsable.

Puissance et autonomie pour les usages professionnels

L'ExpertBook Ultra embarque un Intel® Core™ Ultra X7 358H, capable d'atteindre jusqu'à 50 TOPS de performances IA. Associé au système de refroidissement ExpertCool Pro et grâce à un TDP pouvant atteindre 50 W en mode Turbo, il est conçu pour accompagner aussi bien la productivité quotidienne que le multitâche.

Sa batterie de 70 Wh offre jusqu'à 24 heures d'autonomie, tandis que la recharge rapide permet de récupérer 50 % de batterie en 30 minutes. Un atout pour les professionnels constamment en mouvement.

Un confort pensé pour le travail hybride

L'expérience repose notamment sur un écran OLED tandem 3K de 14 pouces, pouvant atteindre 1

400 nits en HDR. Sa technologie double couche offre davantage de luminosité tout en réduisant la consommation d'énergie. La dalle anti-reflet et anti-éblouissement facilite ainsi le travail aussi bien en intérieur qu'en extérieur.

Le PC dispose également d'un système audio à six haut-parleurs, adapté aux visioconférences comme aux usages multimédias, ainsi que d'une connectique complète avec deux Thunderbolt 4, deux USB 3.2 Type-A, HDMI et jack.

L'intelligence artificielle au cœur de l'expérience

Avec **Windows 11 Professionnel et le label Copilot+ PC**, l'ExpertBook Ultra propose une expérience IA pensée pour les nouveaux usages professionnels. L'utilisateur peut ainsi s'alléger dans le traitement des tâches basiques grâce aux fonctionnalités intelligentes intégrées à l'environnement Windows et complétées par les outils ASUS, optimisant son efficacité et ses connaissances.

Parmi eux, ExpertMeet facilite le travail hybride avec la transcription et l'identification des intervenants lors des réunions, la traduction, les sous-titres en direct ou encore la réduction avancée du bruit.

La sécurité est renforcée par ExpertGuardian, avec notamment

un BIOS conforme à la norme NIST SP 800-155, un capteur d'empreintes digitales et une puce TPM 2.0. Autre avantage : certaines fonctions IA sont exécutées localement sur le PC, permettant de limiter l'envoi des données vers le Cloud et de renforcer confidentialité et sécurité.

Avec l'ExpertBook Ultra, ASUS Business propose ainsi une nouvelle génération de PC professionnels : ultra-mobile, robuste, performant et dopé à l'IA, conçu pour accompagner les nouveaux usages du travail hybride.

SUPPLEMENT

DE L'EAU

SEPTEMBRE 2026 LE 259



FREE
DOSSIER

L'EAU, LE TEMPS DES ARBITRAGES

GOUVERNANCE

EAU DE LA SONEDE

**POTABLE, MAIS LA
QUALITÉ DOIT AUSSI
ÊTRE GARANTIE
JUSQU'AU ROBINET**

EAU EN BOUTEILLE

SECTEUR PRIVE

Tunisie |

L'eau, le temps des arbitrages



La Tunisie a bénéficié en 2026 d'un répit hydrique visible : après un niveau critique de 22 % fin 2023, le remplissage des barrages a atteint 67 % en mai avant de revenir autour de 60 % à la mi-juin. Mais l'amélioration ne change pas l'équation fondamentale. Avec une disponibilité comprise entre 395 et 420 m³ par habitant et par an, le pays reste sous le seuil de pénurie absolue de 500 m³. La question n'est donc plus seulement de mobiliser davantage d'eau, mais d'organiser durablement sa rareté.

Du stockage à la gouvernance

Le projet de nouveau Code des eaux, appelé à remplacer celui de 1975, cristallise ce changement de logique. Après un chantier engagé en 2008, une version amendée a été transmise aux services compétents le 30 juin 2026. Son enjeu central sera de donner des instruments réels au contrôle des prélèvements, à l'arbitrage entre usages et aux sanctions.

La situation des nappes rend cette réforme particulièrement

urgente. Les nappes phréatiques seraient exploitées à 119 % de leurs ressources renouvelables et les nappes profondes à 134 %. Entre 21 000 et plus de 30 000 forages illicites seraient recensés [donnée incomplète]. La ressource souterraine, longtemps utilisée comme solution de secours, devient ainsi un capital progressivement entamé.

Chaque mètre cube devient un arbitrage économique

L'agriculture concentre près



Énergies Renouvelables

La Tunisie affiche depuis plus d'une décennie des objectifs ambitieux en matière de transition énergétique, mais les réalisations restent nettement en retrait. À fin juin 2026, les énergies renouvelables ne représentaient encore que 9,2 % de la production électrique, autoproduction comprise, contre un objectif officiel de 35 % en 2030.

Le retard est ancien. Le Plan solaire tunisien prévoyait déjà 30 % de renouvelables en 2030 et une étape intermédiaire de 12 % en 2020. Cette année-là, la part réellement atteinte n'était que de 3,1 %.

Le gaz naturel assure toujours 90,8 % de la production électrique, tandis que le solaire domine largement les renouvelables avec 8,41 %, contre seulement 0,7 % pour l'éolien.

À moins de quatre ans de l'échéance, le défi est désormais d'accélérer les projets, les raccordements et le stockage, alors que le taux d'indépendance énergétique n'est que de 34 %.

de 80 % des prélèvements nationaux et dépend fortement des eaux souterraines. Dans ces conditions, la priorité ne peut plus être seulement quantitative. L'empreinte eau et les contrats de gestion de nappe proposés dans les travaux Eau 2050 introduisent une autre question : quelle valeur économique et alimentaire produit chaque mètre cube consommé ?

Cette logique concerne aussi les réseaux. Les pertes atteignaient déjà 32,5 % en 2021 et seraient aujourd'hui estimées entre 35 % et 40 % dans certaines régions [à vérifier]. Parallèlement, les ménages ont dépensé près de 790 millions de dinars en eau embouteillée durant les neuf premiers mois de 2025, signe d'une défiance coûteuse envers le service public.

La rareté impose désormais des choix

La semaine dessine ainsi une trajectoire claire : la crise tunisienne de l'eau n'est plus seulement climatique ou infrastructurelle. Elle devient une question de gouvernance, de mesure et d'allocation. Eau 2050 prévoit 74,5 milliards de dinars d'investissements ; leur efficacité dépendra surtout de la capacité à contrôler les prélèvements, réduire les pertes et restaurer la confiance dans le service public. La prochaine étape sera donc moins de promettre davantage d'eau que de démontrer qu'elle peut être mieux gouvernée.

en bref

PROSOL thermique

- **Plus de 400.000 familles** bénéficiaires annoncées entre 2005 et fin 2025
- **Plus d'un million de m²** de capteurs thermiques installés
- Près de 20% des ménages concernés, selon l'ANME
- **728 ktep** d'économies énergétiques estimées entre 2005 et 2022
- **809 millions de dinars** de subventions énergétiques évitées, selon le ministère
- **Environ 12.000 chauffe-eau** installés chaque année

PROSOL Elec Économique

- **1.200 à 1.800 kWh** de consommation annuelle pour être éligible
- **1.500 dinars** de prime
- **2.000 ou 3.000 dinars** de crédit selon la consommation
- **3%** de taux d'intérêt annoncé
- **10 ans** de remboursement

Réforme du Code des eaux en Tunisie |

La gouvernance au défi de la rareté



Après les barrages, les nappes et les défaillances de distribution, la Tunisie aborde un autre volet de sa politique hydrique : la gouvernance. Le pays prépare un nouveau Code des eaux destiné à remplacer le cadre datant de 1975. Pour l'experte Raoudha Gafrej, l'enjeu dépasse toutefois la réglementation technique. Il concerne aussi l'arbitrage entre usages, le contrôle des prélèvements et la valeur accordée à chaque mètre cube.

Un chantier engagé depuis 2008

La révision du Code des eaux a

commencé en 2008. Le projet a traversé plusieurs gouvernements, connu une première transmission au Parlement en 2020, puis une interruption en 2021 avant plusieurs reprises.

Le ministère de l'Agriculture indique qu'une version amendée a été transmise aux services compétents le 30 juin 2026. Le texte intègre les observations de plusieurs ministères et structures ainsi que des projets de textes d'application. Au 9 août, il devait encore passer par le Conseil des ministres avant d'être transmis à l'Assemblée des représentants du peuple.

Réguler les usages d'une ressource limitée

En 2024, Raoudha Gafrej avait relevé plusieurs limites dans une précédente version du projet : faiblesse de la régulation, traitement des périmètres irrigués privés, manque de précision sur les sanctions relatives aux forages illicites et prise en compte insuffisante d'une sécheresse devenue structurelle.

La version 2026 ayant été remaniée, l'examen du texte définitif devra déterminer dans quelle mesure ces points ont été intégrés.

L'experte défend notamment la création d'une instance indépendante de régulation de l'eau, accompagnée d'échelons régionaux de gouvernance. Elle remet également en avant les contrats de gestion de nappe, déjà préconisés dans les travaux Eau 2050. Leur principe consiste à fixer collectivement les volumes prélevables selon la recharge réelle des aquifères.

Mesurer la valeur de chaque mètre cube

Raoudha Gafrej propose aussi d'intégrer davantage l'empreinte eau. Cet indicateur prend en compte l'eau prélevée, les pluies stockées dans les sols et l'« eau virtuelle » incorporée dans les produits agricoles.

Cette approche pose directement la question de la valeur créée par la ressource utilisée, notamment dans les filières agricoles exportatrices.

En juin 2026, le gouvernement a annoncé des plateformes numériques destinées au suivi des ressources et aux autorisations d'exploitation du domaine public hydraulique. La stratégie Eau 2050 prévoit de son côté 43 programmes, 1 200 mesures et 74,5 milliards de dinars d'investissements.

Le nouveau Code devra ainsi déterminer les moyens de mesurer, contrôler, arbitrer et sanctionner dans un contexte de rareté durable.

en bref

- Le nouveau Code des eaux doit remplacer un cadre juridique datant de 1975.
- La version amendée a été transmise aux services compétents le 30 juin 2026.
- Raoudha Gafrej défend une autorité indépendante pour mieux séparer contrôle et gestion.
- Les contrats de nappe pourraient fixer les prélèvements selon la recharge réelle des aquifères.
- L'empreinte eau introduit une lecture économique de la ressource utilisée.
- Eau 2050 prévoit 43 programmes, 1 200 mesures et 74,5 milliards de dinars d'investissements.

Nouveau AUTOMOBILE 2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



Kiosque Numérique



Sécheresse en Tunisie |

Pourquoi le répit de 2026 ne résoudra pas la crise structurelle de l'eau



Les pluies printanières de 2026 ont permis de remplir les barrages tunisiens à près de 60 % à la mi-juin. Une bouffée d'oxygène trompeuse : avec moins de 420 m³ d'eau disponibles par habitant et par an, le pays demeure sous le seuil critique de pénurie absolue. Entre nappes Surexploitées, barrages envasés et modèle agricole énergivore, la Tunisie doit d'urgence refondre sa gouvernance hydrique.

L'illusion du remplissage: une contrainte de disponibilité irréversible

L'amélioration pluviométrique du printemps 2026, portant le taux de remplissage des barrages à 67 % en mai avant de se stabiliser autour de 60 % à la mi-juin, tranche brutalement avec le niveau critique de 22 % enregistré fin 2023. Cependant, ce rebond conjoncturel ne masque plus la réalité structurelle. Selon la FAO et la Banque mondiale, la dotation par habitant oscille entre 395 et 420 m³ par an, bien en dessous du seuil de pénurie absolue fixé à 500 m³. Les projections anticipent une baisse continue à 268 m³ à l'horizon 2050. Comme le souligne l'experte le Dr Raoudha Gafrej, augmenter les capacités

de stockage de surface ne modifie pas le volume global disponible à partager entre les secteurs agricole, domestique et industriel.

« Si la décision me appartenait, je ne construirais plus de nouveaux barrages et privilégierais davantage le rétablissement du cycle naturel de l'eau. »
— Dr Raoudha Gafrej

« **L'accumulation moyenne de sédiments dans les réservoirs tunisiens avait atteint environ 22,6 % en 2021, réduisant mécaniquement leur capacité utile.** » —
Diagnostic Banque Mondiale

L'impasse des infrastructures traditionnelles et la vulnérabilité des nappes

La politique historique du « retenir et transférer » atteint désormais ses limites économiques et physiques. En 2021, l'envasement moyen des réservoirs tunisiens atteignait 22,6 %, réduisant significativement leur capacité utile. Face à la dégradation des retenues de surface, l'agriculture s'est repliée sur les eaux souterraines, qui fournissent 68 % de l'eau d'irrigation. Cette dépendance a provoqué une multiplication des forages anarchiques — estimés à plus de 30 000 — et accentué la surexploitation des aquifères. Compléter le stockage superficiel par la recharge maîtrisée des nappes et le ralentissement des écoulements devient une

nécessité pour préserver un capital souterrain invisible mais vital.

L'arbitrage agricole et le virage de la valeur ajoutée

Absorbant près de 80 % des prélèvements nationaux (soit 2,93 milliards de mètres cubes en 2019), le secteur agricole se retrouve au cœur de l'équation. Alors que le changement climatique menace directement les rendements céréaliers et arboricoles, l'enjeu ne réside plus dans une simple réduction des volumes irrigués, mais dans l'optimisation de la productivité économique de chaque mètre cube utilisé. La transition exige d'arbitrer

entre cultures d'exportation et souveraineté alimentaire, tout en modernisant les réseaux. La première phase du programme de la Banque mondiale, approuvée en mars 2026 pour 332,5 millions de dollars, offre l'opportunité financière de concrétiser cette transformation avant la prochaine période de sécheresse.

« **La Tunisie ne peut plus gouverner l'eau comme si la rareté était un accident climatique : la rareté est désormais la donnée permanente.** »

en bref

- **Pénurie structurelle :** La disponibilité en eau (395 à 420 m³/hab/an) demeure sous le seuil d'urgence de 500 m³, rendant l'accalmie des barrages en 2026 purement conjoncturelle.
- **Perte de capacité :** L'envasement des retenues de surface a atteint 22,6 %, réduisant le rendement financier et hydrique des grands barrages.
- **Pression sur les nappes :** L'irrigation s'appuie à 68 % sur les eaux souterraines, sous la pression de plus de 30 000 forages non régulés.
- **Poids de l'agriculture :** Le secteur agricole capte près de 80 % des ressources (2,93 milliards de m³), imposant une révision stratégique de la valeur ajoutée produite par mètre cube.
- **Manne financière :** La Banque mondiale a engagé 332,5 millions de dollars en mars 2026 pour sécuriser l'eau potable et moderniser l'agriculture irriguée.

Eaux souterraines en Tunisie |

Le capital invisible sacrifié sur l'autel de la crise hydrique



Sous la surface des terres agricoles tunisiennes se déroule une crise bien plus périlleuse que celle des réservoirs vides. Sollicitées au-delà de leur seuil de renouvellement, les nappes phréatiques et profondes subissent une surexploitation invisible nourrie par des dizaines de milliers de forages illicites. Entre salinisation des sols et mutation forcée de l'agriculture pluviale, le modèle agricole puise désormais dans ses réserves stratégiques.

« Une ressource souterraine ne peut être pilotée sans connaître précisément ce qui entre et ce qui en sort : il faut surveiller les nappes avec la même attention que les barrages. » — Dr Raoudha Gafrej

L'illusion du secours : des taux d'extraction au-dessus du seuil critique

Alors que les variations du niveau des barrages attirent toute l'attention médiatique, le véritable drame hydrique tunisien se joue hors de vue. Les indicateurs nationaux révèlent un déséquilibre manifeste : les nappes phréatiques sont aujourd'hui exploitées à environ 119 % de leurs ressources renouvelables, un chiffre qui grimpe à 134 % pour

les nappes profondes. En clair, le secteur agricole ne subsiste plus grâce au simple « revenu » pluviométrique annuel, mais entame méthodiquement le capital hydrique accumulé au fil des siècles.



« Les nappes phréatiques seraient exploitées à environ 119 % de leurs ressources renouvelables, tandis que le taux atteindrait 134 % pour les nappes profondes. » — Données ministérielles

La prolifération des forages sauvages et le risque d'aveuglement stratégique

Ce surpompage massif est amplifié par une prolifération d'ouvrages échappant totalement au contrôle de l'État. Selon l'experte le Dr Raoudha Gafrej, la Tunisie compterait désormais entre 21 000 et plus de 30 000 forages illicites. Cette anarchie extractive pose un problème majeur de gouvernance : sans comptage ni suivi des volumes prélevés, des profondeurs atteintes et de la qualité physico-chimique de la

ressource, le pilotage global des aquifères devient impossible. L'accumulation de réponses individuelles face à la sécheresse génère ainsi une catastrophe écologique et économique collective.

Biseau salin et mutation de l'agriculture pluviale : le point de rupture

Les conséquences écologiques de cette sur-extraction sont déjà mesurables, notamment dans les régions littorales où l'abaissement de la pression d'eau douce provoque l'intrusion de l'eau de mer. Ce biseau salin dégrade irréversiblement les sols et chute les rendements. Parallèlement, l'agriculture

historiquement pluviale — notamment l'arboriculture — change insidieusement de nature : pour sauver les vergers de la mort, les agriculteurs recourent de plus en plus au ravitaillement par citerne ou par forage local. Cette demande diffuse, hors périmètres irrigués officiels, rend la gestion nationale de l'eau encore plus complexe et urgente.



« La Tunisie ne vit plus uniquement du revenu annuel de l'eau : elle commence à dilapider son capital souterrain. »

en bref

- **Surexploitation critique** : Les nappes phréatiques tunisiennes sont prélevées à 119 % et les nappes profondes à 134 % de leur niveau de recharge naturelle.
- **Forages hors contrôle** : Entre 21 000 et 30 000 forages clandestins échappent à la régulation et à la mesure de l'administration.
- **Avancée de la salinité** : Le pompage excessif entraîne une intrusion saline marine dans les aquifères côtiers, détruisant la fertilité des terres.
- **Mutation du pluvial** : L'arboriculture autrefois dépendante de la pluie intègre désormais une irrigation d'urgence par citerne pour survivre.
- **Défi de gouvernance** : Le pilotage des eaux souterraines exige une rigueur égale à celle appliquée aux barrages de surface.



Épargne

Placements

Le Guide
2024

Épargne retraite



Eau potable en Tunisie |

L'explosion du marché de la bouteille, symptôme d'une fracture sociale et d'un réseau à bout de souffle



Eau potable en Tunisie : l'explosion du marché de la bouteille, symptôme d'une fracture sociale et d'un réseau à bout de souffle

Coupures récurrentes, vétusté des canalisations et dégradation de la qualité perçue : la crise de l'eau en Tunisie ne se joue plus seulement dans les barrages,

mais au cœur des ménages. En dépensant 790 millions de dinars en neuf mois dans l'eau embouteillée, les Tunisiens cherchent une sécurité hydrique que le service public peine à garantir. Une dérive commerciale qui consacre un modèle à deux vitesses et impose une refonte urgente de la SONEDE.

« Dans la Tunisie hydrique de demain, la bataille ne consistera pas seulement à produire davantage d'eau : elle consistera à faire en sorte que l'eau publique redevienne suffisamment fiable pour que le citoyen n'ait pas besoin d'en acheter une deuxième fois. » —
Dr Raoudha Gafrej

Le boom de l'eau embouteillée : la facture d'une crise de confiance

Les chiffres du marché de l'eau conditionnée révèlent l'ampleur d'un basculement sociétal. Sur les neuf premiers mois de 2025, la consommation d'eau en bouteille a franchi le cap des 2,1 milliards de litres en Tunisie, générant une dépense globale de près

de 790 millions de dinars. Cette hausse de 8 % sur un an s'inscrit dans la continuité d'une année 2024 record, marquée par une production de près de 3 milliards de litres, soit environ 244 litres par habitant. L'eau embouteillée n'est plus un produit de confort mais un arbitrage contraint. Comme l'analyse l'experte Dr Raoudha Gafrej, cette envolée traduit une rupture de confiance psychologique et sanitaire vis-à-vis de l'eau du robinet, alimentée par les interruptions de service, la turbidité intermittente et les altérations de goût.

L'obsolescence des infrastructures : l'hémorragie invisible du réseau de distribution

La détérioration de la qualité perçue est le symptôme direct de la dégradation des infrastructures de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE). En 2021, les déperditions sur le réseau s'élevaient déjà à 160,9 millions de m³, soit un taux de perte de 32,5 %. Aujourd'hui, les estimations sectorielles situent ces fuites entre 35 % et 40 % dans certaines régions. Avec un cinquième du réseau âgé de plus de 46 ans et plus de 22 753 casses recensées par an, le système national gaspille une ressource précieuse avant même le compteur de l'utilisateur. Renover ces canalisations

vieillissantes ne relève plus de la simple maintenance, mais de la souveraineté économique.

La fracture hydrique : la nécessaire réhabilitation du service public avant la hausse des tarifs

L'essor du marché privé institue une dualité économique de l'accès à l'eau : les foyers aisés financent une « double facture » (SONEDE et bouteilles) pour sécuriser leur consommation, tandis que les ménages modestes restent captifs d'un service public perçu comme défaillant. Dans cette configuration, augmenter unilatéralement les tarifs de l'eau publique pour éponger les déficits d'investissement aggraverait la précarité sociale.

La réforme de la gouvernance hydrique doit impérativement lier l'ajustement tarifaire à un plan massif de résorption des fuites, à la modernisation du réseau et à une transparence absolue sur les normes sanitaires, afin d'éviter que l'eau ne devienne un facteur supplémentaire d'inégalité.



« La crise hydrique crée deux niveaux d'accès à l'eau : un service collectif économique mais incertain, et une alternative privée coûteuse pour ceux qui peuvent payer leur sécurité. »

en bref

- **Explosion des dépenses :** 2,1 milliards de litres d'eau embouteillée ont été consommés lors des 9 premiers mois de 2025, représentant un coût de 790 millions de dinars.
- **Volume par habitant :** La production nationale d'eau en bouteille a atteint près de 3 milliards de litres en 2024, soit 244 litres par an et par habitant.
- **Taux de perte critique :** Entre 35 % et 40 % de l'eau potable est perdue dans les réseaux de distribution en raison des fuites et de la vétusté des Conduites.
- **Vétusté des infrastructures :** 20 % du réseau de la SONEDE a dépassé 46 ans d'âge, provoquant plus de 22 753 casses de canalisations par an.
- **Fracture sociale de l'eau :** L'insécurité du réseau public contraint les ménages à subir une double dépense, accentuant la précarité hydrique des plus démunis.

Eau de la Sonede |

Potable, mais la qualité doit aussi être garantie jusqu'au robinet



La **Sonede** et l'Instance nationale de sécurité sanitaire affirment que l'eau distribuée par le réseau public tunisien est potable. Une affirmation importante dans un contexte de tensions sur l'eau embouteillée. Mais les standards internationaux rappellent qu'une eau conforme après traitement peut voir sa qualité évoluer pendant son passage dans un réseau vieillissant, notamment en cas de fuites, de corrosion ou de baisses de pression.

La question ne s'arrête pas à la sortie de l'usine de traitement. Pour juger de la qualité de l'eau du robinet, il faut aussi regarder ce qui se passe pendant son transport jusqu'au consommateur.

Aïda Bouziri, responsable des analyses physico-chimiques au laboratoire central de la Sonede, a assuré que l'eau distribuée passe par plusieurs étapes de traitement et de désinfection. L'Instance nationale de sécurité sanitaire des produits alimentaires a également confirmé début septembre la

potabilité de l'eau distribuée par la Sonede.

Cette convergence institutionnelle constitue un élément rassurant. Elle ne signifie toutefois pas qu'un réseau de distribution est exempt de risques ponctuels.

Le réseau, maillon sensible de la qualité

L'Organisation mondiale de la santé considère que la sécurité sanitaire doit être maîtrisée du captage jusqu'au consommateur.

Dans ses recommandations actualisées en 2026, l'OMS insiste sur l'intégrité des conduites, la prévention des contaminations extérieures, la maîtrise des biofilms et l'utilisation de matériaux ne relarguant pas de substances dangereuses.

Une conduite ancienne n'altère pas automatiquement l'eau. Le risque augmente cependant lorsqu'elle est corrodée, fissurée ou associée à des coupures et pertes de pression. Une baisse de pression peut favoriser l'intrusion d'eau contaminée à travers une fuite ou un joint défectueux. La stagnation peut aussi favoriser les dépôts et les biofilms.

Les matériaux constituent un autre sujet. Certaines canalisations ou installations intérieures peuvent relarguer du plomb, du cuivre, du fer ou d'autres substances sous l'effet de la corrosion. Aux États-Unis, c'est précisément pour cette raison que l'EPA impose des prélèvements aux robinets des consommateurs et des mesures de contrôle de la corrosion.

La Tunisie prévoit déjà des contrôles au robinet

La norme tunisienne **NT 09.14(2013)**, toujours indiquée comme en vigueur par l'INNORPI, couvre les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par canalisation. Elle prévoit des exigences

microbiologiques, physico-chimiques et organoleptiques ainsi que des programmes de prélèvement, y compris au niveau du robinet.

Le véritable enjeu est donc moins de savoir si des normes existent que de disposer de résultats récents et suffisamment détaillés sur leur application : âge et matériaux des conduites, fréquence des ruptures, pertes

de pression, contrôles après coupures et résultats par zone de distribution.

Pour le consommateur, cette transparence permettrait de distinguer deux questions souvent confondues : **la conformité générale de l'eau distribuée et la qualité effectivement observée à un robinet donné, à un moment donné.**

REPÈRES – Tunisie / OMS / Union européenne / États-Unis

Référence	Principe appliqué
Tunisie	La norme NT 09.14(2013), en vigueur selon l'INNORPI, fixe des critères microbiologiques, physico-chimiques et organoleptiques et prévoit des prélèvements sur le réseau et au robinet.
OMS	Gestion du risque « du captage au consommateur ». Surveillance de l'intégrité des réseaux, des contaminations, biofilms, sédiments et matériaux des conduites.
Union européenne	E. coli et entérocoques : 0/100 ml. Plomb : 10 µg/l actuellement, puis 5 µg/l au plus tard en 2036. L'eau ne doit pas être corrosive.
États-Unis	Contrôles du plomb et du cuivre au robinet, maîtrise de la corrosion et inventaire/remplacement des branchements en plomb. Le programme fédéral prévoit le remplacement des conduites concernées, avec certaines exceptions, sur dix ans.

À retenir : l'existence de conduites anciennes ne permet pas d'affirmer que l'eau est impropre à la consommation. Mais les références internationales montrent qu'une déclaration de potabilité gagne à être accompagnée de contrôles représentatifs **jusqu'au point de consommation**, en particulier après les coupures, ruptures ou variations de pression.

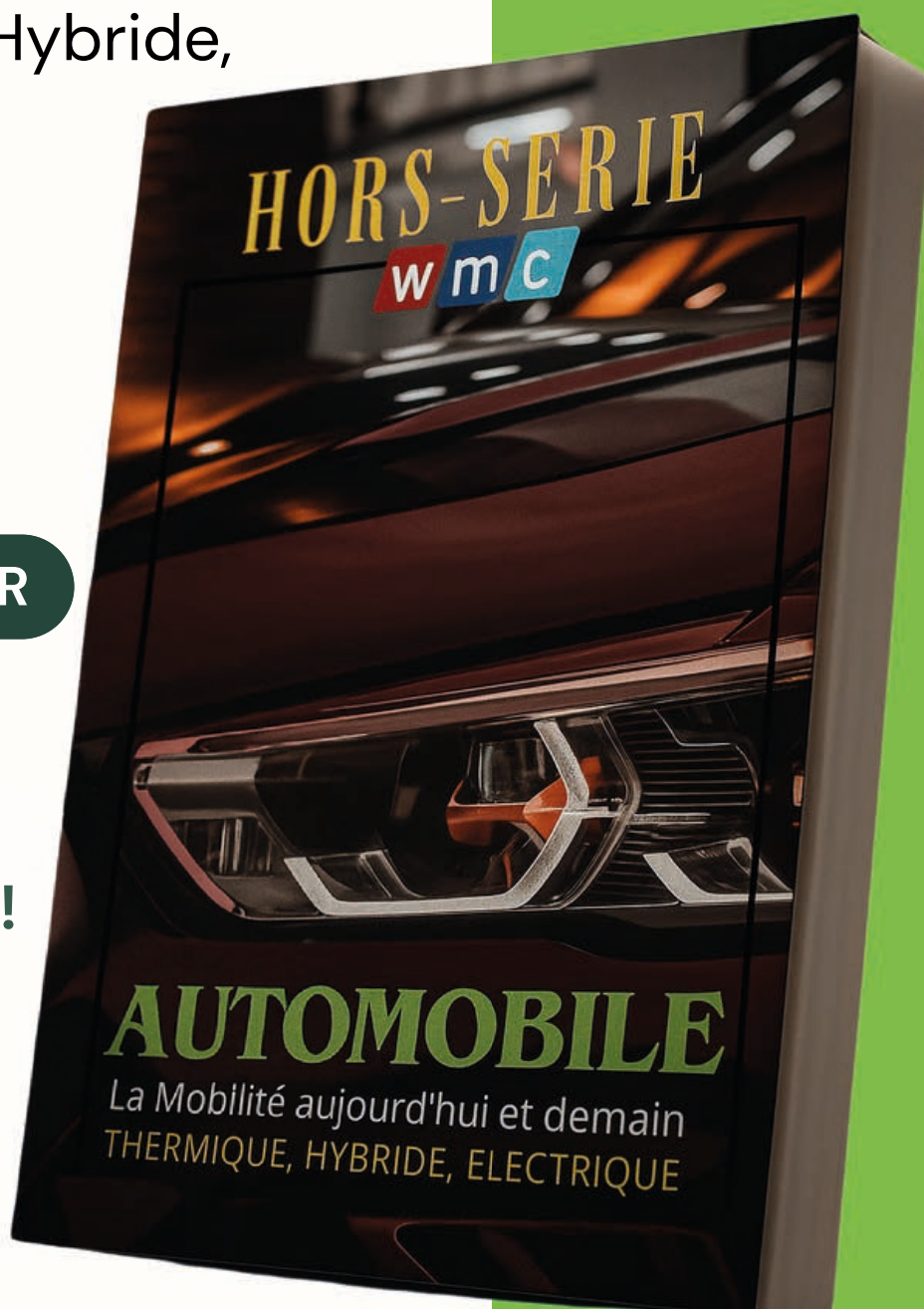
Hors-SERIE Magazine

AUTOMOBILE 2025

Thermique, Hybride,
Electrique

TELECHARGER

marques,
innovations,
chiffres clés !



Yassine Khelifi transforme les grignons d'olive en énergie



Il fallait regarder là où personne ne regardait vraiment : dans les résidus des huileries. Avec Bioheat, Yassine Khelifi a choisi de transformer les grignons d'olive en combustible, avec une ambition claire : faire d'un déchet agricole tunisien une ressource énergétique, industrielle et exportable.

Chaque saison oléicole produit son or vert. Mais elle laisse aussi derrière elle des montagnes de résidus.

C'est précisément dans cette

matière sombre, dense, souvent considérée comme un sous-produit encombrant, que Yassine Khelifi a vu une opportunité.

Ingénieur de formation, il commence dès 2018 à travailler sur une idée simple : récupérer les grignons d'olive et leur donner une seconde vie. Pas sous forme de compost ou de déchet traité, mais comme **combustible solide capable de remplacer le bois pour certains usages de chauffage et de cuisson.**

Le défi était moins dans l'idée que

dans la machine.

Ne trouvant pas de solution parfaitement adaptée, Yassine Khelifi développe son propre procédé de compression. Plusieurs années de mise au point plus tard, Bioheat voit le jour en 2022.

Faire d'un déchet une ressource

Le modèle repose sur une matière première que la Tunisie connaît bien.

Selon le Conseil oléicole international, le pays a produit environ **340 000 tonnes d'huile d'olive durant la campagne 2024-2025**. Derrière ces volumes se trouve un gisement considérable de résidus issus des huileries.

Bioheat récupère ces grignons, les compacte en briquettes puis les sèche avant leur utilisation dans des poêles, cheminées, fours ou installations thermiques.

La promesse est double : réduire le poids d'un déchet agricole et créer, dans le même temps, une énergie produite localement.

Cette logique prend une dimension particulière dans une Tunisie où le taux d'indépendance énergétique était tombé à **34 % à fin juin 2026**.

Bioheat n'a évidemment pas vocation à remplacer le gaz ou le pétrole à l'échelle nationale. Mais son approche ouvre une voie : produire davantage de chaleur à partir de ressources déjà disponibles sur le territoire.

Le marché ne s'arrête plus à la Tunisie

L'histoire de Bioheat change d'échelle lorsque le produit trouve ses premiers débouchés à l'étranger.

En 2025, Yassine Khelifi déclarait

viser une production annuelle de **600 tonnes**, avec près de **60 % des volumes destinés à l'export**, notamment vers la France et le Canada.

Le projet entre alors dans une nouvelle phase : celle de l'industrialisation.

Le fondateur a récemment présenté une capacité de l'ordre de **1 000 tonnes par an** et un objectif de **5 000 tonnes**, avec une ambition de développement commercial en France.

L'enjeu n'est plus seulement de prouver que la briquette fonctionne. Il faut désormais produire davantage, sécuriser l'approvisionnement, maîtriser les coûts, certifier les performances et structurer un véritable marché.

Une idée tunisienne qui veut changer d'échelle

Ce que raconte Bioheat dépasse finalement la briquette de chauffage.

C'est l'histoire d'un entrepreneur qui part d'un problème local, d'une matière disponible en abondance et d'un besoin économique réel pour tenter de construire une nouvelle chaîne de valeur.

Le défi commence maintenant.

Passer du prototype à l'industrie. Du marché local à l'export. Du déchet à la ressource.

C'est aussi cela, **la Tunisie qui gagne** : une Tunisie qui ne se contente pas de produire, mais qui apprend à mieux valoriser ce qu'elle possède déjà.

en bref

LES CHIFFRES CLÉS

- **2018** — début du travail sur le procédé
- **2022** — création de Bioheat
- **340 000 tonnes** — production tunisienne d'huile d'olive en 2024-2025
- **600 tonnes** — objectif de production annoncé pour 2025
- **60 %** — part alors annoncée à l'export
- **1 000 tonnes/an** — capacité déclarée récemment
- **5 000 tonnes/an** — objectif de montée en puissance
- **34 %** — taux d'indépendance énergétique de la Tunisie à fin juin 2026

ils Ont Dit

Ressources

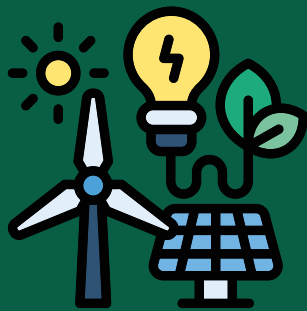
« Dans un contexte de recul de l'aide au développement et de durcissement des conditions financières internationales, la Tunisie dispose d'un potentiel largement sous-exploité de mobilisation des ressources domestiques. »

BAD



Energie

« La Tunisie n'a plus besoin d'une énième réunion ministérielle pour découvrir qu'elle a du soleil du vent et un déficit énergétique colossal ce qui manque c'est le financement et la décision politique de le mobiliser immédiatement » Abdelbasset Sammari



Crédit

« Le secteur bancaire concentre l'essentiel du financement de l'économie, mais son exposition croissante au financement de l'État — près de 35 % des créances intérieures fin 2025 — tend à évincer le crédit au secteur privé. »

BAD



Investissement

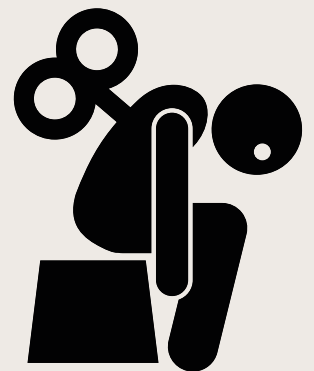
« La loi de finances doit obéir à un nouveau critère : la suffisance de l'investissement dans les infrastructures vitales et pas seulement l'équilibre des agrégats macroéconomiques »

Aram Belhadj



Immobilisme

« Ce qui menace aujourd'hui la Tunisie n'est pas l'absence de croissance, mais l'absence de transformation. Ce n'est pas la faiblesse des chiffres, mais la faiblesse des décisions. »



« Le déclin de la production nationale de pétrole et de gaz transforme chaque reprise de l'activité en hausse de la facture énergétique » EcoWeek



Tunis Re |

Le pari stratégique d'une recapitalisation à 120 millions de dinars



Tunis Re va faire passer son capital social de 100 à 200 millions de dinars. Mais le chiffre le plus important pour l'investisseur est ailleurs : les 15 millions d'actions payantes émises à 8 dinars peuvent apporter jusqu'à 120 millions de dinars de liquidités nouvelles à la compagnie.

L'Assemblée générale extraordinaire du 24 avril 2026 a retenu une opération en deux étages. D'abord, Tunis Re incorporera **25 millions de dinars de primes d'émission** au capital. En contrepartie, elle créera **5 millions d'actions gratuites**, attribuées à raison d'une **action nouvelle pour quatre actions anciennes**. Cette partie augmente

le capital comptable mais ne fait entrer aucun cash nouveau dans l'entreprise. (Prospectus, pp. 7, 11-12).

Le second volet est celui qui change réellement la puissance financière du réassureur. Tunis Re émettra **15 millions d'actions nouvelles** de nominal **5 dinars**, offertes à **8 dinars**, dont 3 dinars

de prime d'émission. La parité est de **trois actions nouvelles pour quatre anciennes**. L'augmentation nominale de capital correspondante est de 75 millions de dinars, mais le produit brut d'émission peut atteindre **120 millions de dinars** — 15 millions de titres multipliés par 8 dinars. Sur ce montant, 75 millions renforceront le capital et 45 millions la prime d'émission. (Prospectus, pp. 7, 11-13).

À l'issue d'une opération intégralement souscrite, le nombre d'actions passera ainsi de **20 millions** à 40 millions et le capital social à **200 millions de dinars**.

- [Tunis Re : L'envolée des profits en 2025 prépare le terrain de la grande recapitalisation](#)
- [Tunis Re : Le capital comme levier stratégique de conquête internationale](#)

Pour l'actionnaire existant, la mécanique est relativement simple. Quatre actions anciennes donnent droit à une action gratuite et permettent de souscrire trois actions payantes. Pour conserver intégralement son pourcentage de détention après l'opération, l'investisseur doit donc accompagner la levée en exerçant ses droits préférentiels.

La période prioritaire court du **15 septembre au 2 octobre 2026**.

Les titres éventuellement non souscrits pourront ensuite être redistribués entre actionnaires du 12 au 16 octobre, puis proposés au public du 26 au 30 octobre. Le conseil peut limiter l'opération si les souscriptions atteignent au moins les trois quarts du volet en numéraire, soit **11,25 millions d'actions** correspondant à 56,25 millions de dinars d'augmentation nominale. (Prospectus, pp. 7, 13-14).

La justification stratégique est explicite. Tunis Re veut se rapprocher des exigences imposées aux réassureurs étrangers, soutenir la croissance de son portefeuille, préserver la confiance des cédantes et courtiers, améliorer sa résilience aux scénarios extrêmes et consolider durablement sa solvabilité. Elle vise également une meilleure capacité de négociation de sa rétrocession, avec davantage de rétention et une meilleure maîtrise des coûts. (Prospectus, pp. 6, 11).

L'enjeu est donc moins la dilution que l'utilisation du capital. Si les fonds supplémentaires permettent à [Tunis Re](#) de récupérer ou développer des marchés internationaux, de retenir davantage de primes et de maintenir sa discipline technique, le doublement du nombre de titres peut être compensé progressivement par une base de résultats plus élevée.

Dans le scénario inverse, un bilan plus gros produirait surtout un ROE mécaniquement plus faible. C'est le test que le marché devra désormais suivre.

en bref

- **100 → 200 MDT** — capital social visé
 - **5 millions** — actions gratuites
 - **1 pour 4** — parité d'attribution gratuite
 - **15 millions** — actions payantes
 - **3 pour 4** — parité de souscription
 - **8 DT** — prix d'émission
 - **120 MDT** — produit brut maximal du volet payant
 - **40 millions** — actions après opération intégrale
- ([Prospectus](#), pp. 7, 11-14)

E26

The Global Stage for the Circular Economy

NOVEMBRE
3 — 6, 2026

PARC DES
EXPOSITION
DE RIMINI, Italie

ECOMONDO

The green technology expo.

Organisé par

ITALIAN EXHIBITION GROUP
Providing the future

En collaboration avec



Ministero degli Affari Esteri
e della Cooperazione Internazionale

ITA
ITALIAN TRADE AGENCY

OpportunItaly

DEMANDEZ
VOTRE BILLET
GRATUIT ICI



ecomondo.com

ECOMONDO 2026 |

Le programme de conférences internationales guidant le débat sur l'économie circulaire



- Lors de l'événement d'Italian Exhibition Group dédié à l'économie circulaire et à la transition écologique, prévu du 3 au 6 novembre au Parc

des Expositions de Rimini: politiques européennes, recherche et innovation pour les principaux secteurs industriels.

- Plus de 70 événements organisés par le Comité Technico-Scientifique International, présidé par le professeur Fabio Fava. Une attention particulière est portée à la coopération internationale dans le bassin méditerranéen et en Afrique.
- Les 3 et 4 novembre, la 15^e édition des États Généraux de la Green Economy.

Rimini, le 1er Octobre 2026 – Un programme de conférences scientifiques et institutionnelles de haut niveau attend les entreprises, associations, institutions, chercheurs et acteurs de l'économie circulaire et régénérative à **Ecomondo 2026**, l'événement international d'Italian Exhibition Group (IEG), désormais à sa 29^e édition, qui se tiendra du 3 au 6 novembre au Parc des Expositions de Rimini.

Plus de 70 événements, conférences et ateliers, organisés par le Comité Technico-Scientifique International de la

manifestation en collaboration avec des partenaires institutionnels publics et privés européens et internationaux, offriront un panorama complet des grands défis qui redéfinissent la transition écologique mondiale, avec de nombreuses sessions en anglais pour projeter toujours plus Ecomondo au-delà des frontières de la région euro-méditerranéenne. D'autres événements organisés par des partenaires et exposants viendront également enrichir le programme.

EFFICACITÉ DES RESSOURCES, EMBALLAGE ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Focus sur les DEEE: L'événement "Circular Economy in Action: e-waste and waste batteries best practices", organisé avec ERION, offrira un aperçu des expériences européennes les plus avancées en matière de recyclage des matières premières critiques, en analysant la situation en Italie et en évaluant le rôle du recyclage des DEEE et des piles dans la réduction de la dépendance européenne aux importations.

Matières plastiques :

L'événement "Plastic circularity: new perspectives and critical issues" se concentrera sur les mesures européennes visant à soutenir la transition vers une économie de plus en plus

circulaire en promouvant l'utilisation efficiente des ressources.

Économie circulaire dans

le bâtiment: "*Scaling the circular economy in the built environment: urban mining*", organisé en collaboration avec le Green Building Council Italy et l'Université Polytechnique des Marche, analysera le cadre réglementaire actuel, les opportunités et les technologies soutenant la mise en œuvre de modèles de mine urbaine, tandis que l'événement "*Tools to accelerate the development of the circular economy in the construction and infrastructure sector*", organisé con ANPAR/ ASSOAMBIENTE, facilitera le dialogue entre les acteurs du secteur.

Matières premières critiques:

"*EU-Africa Strategic Corridors to a mutually beneficial cooperation for critical raw materials*" est organisé en collaboration avec l'Université de Turin, le Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne, le Ministère de l'Environnement et de la Sécurité Énergétique et le Ministère des Entreprises et du Made in Italy.

Mesurer la circularité:

"*Measuring circularity from a systemic perspective across the entire value chain*" constitue la cinquième édition de l'atelier

organisé avec l'École Supérieure Sant'Anna de Pise, l'ENEA et l'UN Global Compact Network Italy.

En ce qui concerne le Circular Economy Act, le Comité Technico-Scientifique organisera des débats sur les défis, opportunités et implications pour les emballages européens (en collaboration avec le CONAI) et sur ce qui va concrètement changer pour les acteurs de la gestion des déchets (en collaboration avec UTILITALIA).

LE TEXTILE AU CŒUR DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE CIRCULAIRE EUROPÉENNE

Les événements "*Reuse, repair and eco-design. The heroes of «magic» circles of Circular Economy in the textile sector*", "*Textile EPR in Italy and Europe: system harmonisation and new challenges for the supply chain*" avec ASSOAMBIENTE-UNIRAU, "*ESPR and Digital Product Passport in textiles: traceability and transparency along the value chain*" avec l'AISEC, et "*Ecodesign: challenges, tools and opportunities for textile sector enterprises*" avec le JRC de la Commission Européenne et l'ENEA, confirment le rôle central de l'industrie textile dans l'économie circulaire européenne. Le Groupe de Travail Textile d'Ecomondo définira également un programme spécifique d'événements sur le secteur.

VILLES SAINES ET CIRCULAIRES

L'événement intitulé *"Building healthy cities: from vision to action"* sera organisé en collaboration avec le CNR, la Chaire UNESCO sur la santé urbaine et l'ANCI. Le programme sera en outre enrichi par la session *"Circular city-making"* (avec *Materia Rinnovabile - Renewable Matter* et *FROM srl*) sur la manière dont les villes peuvent accélérer la transition circulaire, et *"Smart Circular Cities"* (organisée avec l'Université de Bologne), sur les technologies numériques, les infrastructures durables et les nouveaux modèles de gouvernance pour rendre les villes plus résilientes et neutres pour le climat.

FOCUS SUR LE PAPIER

Federazione Carta & Grafica et Largo Consumo organiseront le Paper District GDO & Grocery Summit, intitulé *"Towards a new synergy between the paper industry and large-scale retail: sustainability, regulatory compliance and market trends"*. Comieco, en collaboration avec Nomisma, présentera également une évaluation finale des bénéfices environnementaux et économiques des projets cofinancés par le PNRR qui concernent le secteur du recyclage du papier.

PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES NATURELS

En collaboration avec l'Association Géotechnique Italienne (AGI-IGS), un événement intitulé *"Recent developments in geotechnical engineering for environmental protection and land safeguarding"* a été programmé, axé sur la conception de structures et d'interventions durables et résilientes.

RESTAURATION DES SOLS, BIOÉCONOMIE RÉGÉNÉRATIVE ET BIOÉNERGIE

Le programme comprendra: *"The farm of the future: a biorefinery that generates collective value"* en collaboration avec le Consortium Italien du Biogaz; *"What science says on biodegradable and compostable bioplastics for soil protection"* avec Novamont, Coldiretti, la Fondation Re Soil et Biorepack; *"Agrifood Next: start-ups, Artificial Intelligence and new investment models in the bioeconomy landscape"* organisé avec Confagricoltura, Federalimentare, l'ENEA et Cluster CL.A.N.; et *"Innovation for the Circular Bioeconomy"* avec le JRC de la Commission Européenne et l'ENEA.

Désormais à sa cinquième édition, la conférence des *"États Généraux sur la Santé des Sols"*, organisée

en partenariat avec la Fondation Re Soil, explorera les liens entre santé des sols, développement urbain et résilience du système agroalimentaire. La *"Conférence Nationale sur le compostage et la digestion anaérobie"*, organisée en partenariat avec le Consortium Italien de Compostage, tiendra sa 28^e édition.

"Deforestation and international agreements, nature restoration and poplar cultivation, ecosystem services and carbon farming: let's give value to forest resources and woody crops", organisé par Confagricoltura, la Fondation AlberItalia et le Cluster National Forêt et Bois, mettra en lumière la manière dont la gestion durable des ressources forestières est cruciale pour la conservation de la biodiversité et l'atténuation du changement climatique.

Enfin, l'événement *"Remediation in Italy in the regulatory transition"* est organisé en collaboration avec l'Université Sapienza de Rome, UNEM et Legambiente.

LE CYCLE DE L'EAU ET LA BLUE ECONOMY

Ecomondo 2026 proposera de nombreux événements sur la régénération des écosystèmes marins et l'utilisation durable, efficace et sûre des ressources en eau. Organisés par le CTS en collaboration avec des partenaires clés du secteur, notamment

la Région Émilie-Romagna, ARERA, l'Autorité du Bassin du Pô, le CNR-IRSA, UTILITALIA, l'Université Polytechnique des Marche, l'Université de Bologne et l'Université de Brescia, ces événements comprendront: *"Adaptive regeneration of coastal areas and territory: what opportunities from the new European climate resilience framework?"* ; *"Urban Water Services in Transition: from integrated assessment to applicable solutions for emerging contaminants, circular resources and climate-neutral utility"* ; *"Restoring the water cycle through basin governance: nature-based solutions, crisis management, pollution prevention (WFD) and*

biodiversity"; *"Water efficiency first: transforming industry, agriculture and circular water use"* ; et *"Water infrastructure of the future: smart networks, digitalisation and security"*.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Dans le cadre de l'attention constante portée par Ecomondo à la coopération internationale et à la collaboration avec l'Afrique et les pays riverains de la Méditerranée, les tables rondes suivantes se tiendront: *"Water resilience in and beyond Europe: Euro-Mediterranean cooperation, innovation and global leadership"* avec Water Europe, l'Imperial

College London, le BETA Tech Centre, l'Université Polytechnique des Marche, UTILITALIA et l'Institut Supérieur de Santé Italien; *"Technological solutions for resource recovery from end-of-life products and materials in the Mediterranean landscape"* avec la Société Chimique Italienne, ISWA International et ATIA – ISWA; *"Oil Pollution in the Mediterranean: Status and actions needed"* avec le CMCC et la DG RTD de la Commission Européenne; *"Beyond Plastic: The Mediterranean Bioeconomy for a New Generation of Sustainable Materials"* avec le Cluster SPRING; et *"From source-to-sea to scale: Mediterranean pathways for water resilience and the Ocean Pact"*



en collaboration avec le CNR, la Commission Européenne, l'UpM, la CRPM, SEACURE, les acteurs d'Interreg MED et le réseau hérité BlueMissionMed.

AFRICA GREEN GROWTH FORUM

La sixième édition de l'**Africa Green Growth Forum**, organisée en collaboration avec la Task Force pour la mise en œuvre du Plan Mattei de la Présidence du Conseil des Ministres, Confindustria Assafrica & Mediterraneo et RES4Africa, mettra à l'honneur le Plan Mattei avec une session intitulée *"The Mattei Plan: dialogue between institutions and the private sector for Africa's sustainable development. Water and agriculture for inclusive and resilient value chains"*.

FINANCEMENT

Sur le thème du financement, le CTS d'Ecomondo et le Forum pour la Finance Durable (ItaSIF) présenteront une analyse des plans de transition en tant qu'avantage concurrentiel lors de la conférence intitulée *"Climate transition plans for ESG risk management: what role for companies and investors?"*.

Le programme proposera d'autres discussions approfondies sur la ESG et la gestion des risques, la bancabilité et les nouveaux

modèles d'investissement pour l'innovation, déclinées par secteur (par exemple, les services de l'eau et la bioéconomie).

ÉVÉNEMENTS CLÉS

Ecomondo accueillera une nouvelle fois le **Forum sur la Communication Responsable**, organisé en collaboration con Ferpi et avec la participation du Ministère de l'Environnement et de la Sécurité Énergétique et de l'Ordre des Journalistes d'Émilie-Romagne. Désormais à sa cinquième édition, l'événement s'intitulera *"Communication on a razor's edge. The sustainable transition between environmental urgency and social cohesion"*.

L'**ESG CEO Summit** (troisième édition) sera également de retour. Organisé par Ecomondo en collaboration con TEHA – The European House Ambrosetti et IPSOS-DOXA, il proposera une session intitulée *"A sustainable future between compliance and competitiveness: from reporting to industrial transformation"*.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA GREEN ECONOMY

Mardi 3 et mercredi 4 novembre se tiendront à nouveau les **États Généraux de la Green Economy**, organisés par la Fondation pour le Développement Durable en collaboration avec le Ministère de

l'Environnement et de la Sécurité Énergétique et promus par le Conseil National de la Green Economy.

POLITIQUES ET CADRES RÉGLEMENTAIRES

Le programme d'Ecomondo couvrira également: la régulation et la gouvernance des services de l'eau (avec REF Ricerche et Utilitalia), les mises à jour réglementaires sur la gestion des déchets (avec Utilitalia et ReteAmbiente), les exigences de traçabilité et de conformité pour les entreprises, les nouvelles MTD pour les sites d'enfouissement (avec Assoambiente) et l'End of Waste (fin de la classification des déchets). Parmi les événements programmés figure *"Strategic and operational aspects of implementing the Industrial Emissions Directive 2.0"*, organisé par la Commission ÉIE du Ministère de l'Environnement et de la Sécurité Énergétique.

CALL FOR PAPERS, RECHERCHE ET INNOVATION

"Innovative waste prevention systems and circular resource management" et *"Industrial symbiosis, resource diagnosis and circular eco-districts in Italy through the implementation of a National Plan: opportunities and challenges"*, comprenant des contributions techniques

et scientifiques, des exemples pratiques et des études de cas, ne sont que deux des conférences pour lesquelles une call for papers a été lancé.

En outre, en collaboration avec l'Imperial College London, le Conseil Européen de l'Innovation et ART-ER, le CTS d'Ecomondo organisera l'événement *"Scaling Impact: Cleantech's path to growth. Unlocking opportunities for cleantech companies to scale, innovate and transform industries"* au cours duquel experts, entreprises, investisseurs et institutions débattront des stratégies, cas concrets et solutions pour accélérer le déploiement de l'innovation cleantech.

Le programme des événements, constamment mis à jour, est disponible sur le site web de la manifestation à l'adresse suivante: <https://www.ecomondo.com/en/events/conferences/program>

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Ecomondo 2026 est organisé par Italian Exhibition Group avec la collaboration de : la Commission Européenne UNIDO ITPO; le Ministère de l'Environnement et de la Sécurité Énergétique; le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI); le Ministère des Entreprises et

du Made in Italy; l'Agence Italienne pour le Commerce Extérieur pour la promotion et l'internationalisation des entreprises italiennes à l'étranger (ICE); la Région Émilie-Romagne; la Mairie de Rimini; l'ANFIA (Association Nationale de l'Industrie Automobile); ART-ER; Assoambiente; CBE JU (Circular Bio-based Europe Joint Undertaking); CIB (Consortium Italien du Biogaz); CIC (Consortium Italien de Compostage); CIHEAM (Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes); CONAI (Consortium National des Emballages); EBA (Association Européenne du Biogaz); ENEA ; ESWET (European Supplier of Waste-to-Energy Technologies); l'Agence Européenne pour l'Environnement; la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture); FEAD (Fédération Européenne des Activités de la Dépollution et de l'Environnement) ; la Fondation pour le Développement Durable; l'ISPRA (Institut pour la Protection et la Recherche Environnementale); l'ISWA (International Solid Waste Association); Legambiente; l'OCDE; RECYCLING EUROPE; UNACEA (Union Nationale des Entreprises de Engins de Chantier); UNICIRCULAR (section Assoambiente); UTILITALIA; Water Europe.

À PROPOS DE ECOMONDO 2026

Statut: Foire internationale ;
Organisation: Italian Exhibition Group S.p.A.;
Fréquence: annuelle; **Édition:** 29e; **Dates:** Du 3 au 6 novembre 2026; **adresse mail:** ecomondo@iegexpo.it;
Site Internet: www.ecomondo.com; **Facebook:** www.facebook.com/EcomondoRimini; **LinkedIn:** www.linkedin.com/company/the-green-technologies-expo

Automobile |

L'expertise Après-Vente OMODA & JAECCOO se renforce



L'équipe Service Après-Vente relève le défi à l'issue d'une formation spécialisée OMODA & JAECCOO

Dans le cadre de sa démarche de développement des compétences, de formation continue et d'amélioration de la qualité du Service Après-Vente [OMODA & JAECCOO](#), Ulysse Car Trading a organisé, en collaboration avec le constructeur, une formation technique spécialisée destinée à ses différentes équipes après-

vente. Cette initiative s'inscrit dans la volonté d'**Ulysse Car Trading** de renforcer continuellement l'expertise de ses équipes et de garantir un niveau de service conforme aux standards de qualité **OMODA & JAECCOO**.

Cette formation a permis aux collaborateurs ainsi qu'aux équipes appartenant au nouveau réseau de renforcer leurs connaissances et de les adapter aux principaux modèles de la gamme, tout en approfondissant leur maîtrise des nouvelles

technologies hybrides et électriques.

Au-delà de l'aspect technique, cette formation a également mis l'accent sur un enjeu essentiel :

L'excellence de l'expérience client

L'objectif est de permettre à chaque membre de l'équipe après-vente d'apporter une réponse toujours plus précise, efficace et adaptée aux besoins des clients.

Un concours interne pour mettre les compétences à l'épreuve

À l'issue de cette formation, un concours interne a été organisé afin de permettre aux participants de mettre en pratique les connaissances et compétences acquises.

À travers différentes épreuves portant notamment sur la connaissance des produits, les technologies embarquées, les motorisations hybrides et électriques ainsi que la qualité de la prise en charge client, les collaborateurs ont pu démontrer leur expertise et leur engagement.

Cette initiative s'inscrit donc, dans une volonté de créer une dynamique positive au sein des équipes, de valoriser les talents et de favoriser le partage des connaissances.

L'expertise au service de la satisfaction client

Avec l'évolution rapide des technologies automobiles, notamment dans les domaines de l'électrification et des nouvelles solutions de mobilité, la formation continue constitue un élément essentiel pour garantir **un service après-vente à la hauteur des attentes des clients.**

À travers cette formation et ce concours interne, Ulysse Car Tarding réaffirme ainsi son engagement à investir dans ses équipes et à développer une expertise toujours plus pointue autour de la marque.

OMODA & JAECCO.

Former, challenger et valoriser les compétences est une démarche au service d'une seule ambition, offrir à chaque client une expérience après-vente d'excellence.



Le Message de Carthage

✦ Archives de Byrsa — 217 av. J.-C. ✦



Le Sénat annonce une grande victoire contre la hausse des prix.
Le pain coûte désormais trois fois plus cher, mais les citoyens sont priés
de rester optimistes.

Même les éléphants refusent de travailler pour des cacahuètes.

Par ordre du Ministère punique de l'optimisme économique

• #InflationPunique

Corée du Sud |

Comment le «Miracle du fleuve Han» a transformé un pays ruiné en puissance industrielle



En quelques décennies, la Corée du Sud est passée de l'extrême pauvreté à une économie industrielle et technologique pesant près de 1 870 milliards de dollars. Derrière ce spectaculaire rattrapage se trouve moins un « miracle » qu'une stratégie méthodique : État planificateur, priorité aux exportations, grands conglomérats, éducation et montée continue en gamme.

En 1953, le mot « miracle » aurait semblé incongru. Trois années de guerre avaient dévasté la péninsule coréenne et laissé le Sud parmi les pays les plus pauvres du monde. La Banque mondiale estime son PIB par habitant de l'époque à environ **70 dollars**, tandis que l'aide étrangère finançait près de **90 % du budget public et plus de 70 % des importations.**

La Corée disposait de peu de ressources naturelles et d'un marché intérieur étroit. Sa principale richesse était ailleurs : une population sur laquelle l'État allait progressivement concentrer ses efforts d'éducation et qu'il chercherait à intégrer à une stratégie industrielle.

Produire pour exporter

Le changement décisif intervient au début des années 1960. Sous un régime autoritaire, l'État adopte des plans de développement et fait des exportations le principal test de compétitivité de l'économie. Ce choix permet de dépasser les limites du marché national.

La progression est méthodique. Les industries légères et intensives en main-d'œuvre dominant d'abord. Dans les années 1970, Séoul pousse l'acier, la pétrochimie, les chantiers navals, les machines et l'automobile. La politique dite des **industries lourdes et chimiques** bénéficie de crédits bonifiés, d'avantages fiscaux et de protections sélectives. Dans les décennies suivantes, le pays monte encore en gamme vers l'électronique, les semi-conducteurs et les technologies numériques.

L'État et les chaebols, une alliance sous conditions

Cette politique s'appuie sur les **chaebols**, grands conglomérats familiaux comme Samsung, Hyundai ou LG. L'État oriente le crédit et facilite l'investissement, mais attend en retour croissance industrielle et performances à l'exportation.

Ce système produit des champions mondiaux, tout en installant une forte concentration du pouvoir

économique. Il constitue l'une des grandes ambiguïtés du modèle coréen : le même dispositif qui a accéléré l'industrialisation a aussi renforcé le poids de quelques groupes dans l'économie.

L'éducation comme infrastructure économique

La transformation ne repose pourtant pas uniquement sur les usines. Dès les premières décennies, la Corée investit dans l'éducation. Le taux d'inscription à l'école primaire passe de **60 % en 1953 à 86 % en 1960**, selon la Banque mondiale. Cette accumulation de capital humain accompagnera chaque nouvelle étape industrielle.

Aujourd'hui encore, cette priorité est visible : **71 % des 25-34 ans possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur**, le taux le plus élevé de l'OCDE.

Dans les campagnes, le programme **Saemaul Undong**, lancé en 1970, combine impulsion gouvernementale, mobilisation locale et investissements communautaires afin d'améliorer infrastructures et revenus ruraux.

Du rattrapage à l'innovation

Le dernier étage du modèle est celui de la connaissance. En 2024, la Corée consacrait environ **5,1% de son PIB à la recherche-**

développement, deuxième niveau le plus élevé de l'OCDE derrière Israël.

Le résultat donne la mesure du chemin parcouru : en 2025, le PIB sud-coréen atteignait environ **1 870 milliards de dollars**, soit **36 227 dollars par habitant**. La Corée est devenue un acteur majeur des semi-conducteurs, de l'automobile, de la construction navale et de l'électronique, tout en ajoutant depuis les années 2000 une nouvelle exportation : sa culture.

Mais le « **Miracle du fleuve Han** » laisse aussi des tensions. La concentration économique, la compétition scolaire et professionnelle et surtout le vieillissement démographique interrogent désormais la soutenabilité du modèle. En 2025, malgré une remontée des naissances, la Corée a encore enregistré **110 000 décès de plus que de naissances**.

La grande leçon coréenne tient ainsi moins à une recette qu'à une capacité : **Faire évoluer continuellement la spécialisation du pays, du textile à l'acier, de l'acier aux puces électroniques, puis de la production industrielle à l'innovation et aux industries culturelles**.

BBA — République du Bonheur Économique

POUVOIR D'ACHAT

MOINS DE PRIX, PLUS DE SOURIRES !

DES
CITOYENS
PLUS HEUREUX
POUR UNE
ÉCONOMIE
PLUS FORTE !

BBA
BONHEUR BRUT AJUSTÉ

Pouvoir d'achat
+12% ↑

**MÊME LE PANIER
A LE SOURIRE !** 😊

Le Ministère de l'Économie Comportementale lance le Plan Panier Positif.

Grâce à une nouvelle méthode d'ajustement des perceptions, les prix restent les mêmes, mais votre bien-être augmente. Des étiquettes plus souriantes, des produits essentiels revalorisés émotionnellement et une formation nationale à la consommation optimiste permettent une hausse de +12% du BBA. Parce qu'un citoyen qui sourit devant son panier consomme mieux, vit mieux, et fait progresser la République du Bonheur Économique.

?

Et vous, qu'est-ce qui met le plus de sourire
dans votre panier aujourd'hui ?

Les deux cents millimes de la conscience



Tout est parti d'une photocopie. Une feuille passée sous une lumière blanche, quelques secondes de mécanique, puis une copie encore tiède déposée sur le comptoir. Prix de l'opération : deux cents millimes. Une somme presque invisible, de celles que l'on dépense sans y penser et que l'on retrouve parfois oubliées au fond d'une poche.

Je n'avais qu'un billet de cinq dinars. Le commerçant ne pouvait pas me rendre la monnaie. Alors j'ai promis de revenir. Une phrase simple, prononcée avec la sincérité tranquille de celui qui croit qu'il n'oublie jamais ses promesses :

— Je repasserai vous payer.

Puis je suis parti.

La journée a continué, avec ses distractions, ses urgences et ses pensées qui se bousculent. Je suis monté en voiture. Ce n'est que plus tard que le souvenir m'est revenu, brutalement : la photocopie, les deux cents millimes, la promesse. J'ai voulu faire demi-tour.



Tourisme 2030

Selon l'IACE, cinq segments encore sous-exploités pourraient devenir de nouveaux moteurs du tourisme tunisien : santé et bien-être, seniors, tourisme rural et maisons d'hôtes, haut de gamme et locations via plateformes. Leurs recettes cumulées passeraient d'environ 1,55 milliard de dinars en 2025 à 2,72 milliards en 2030, soit un gain potentiel de 1,17 milliard de dinars et plus de 21 500 emplois nouveaux.

Ces activités représenteraient alors 27,3 % des recettes touristiques projetées. Le tourisme de santé apparaît comme le principal réservoir de croissance, tandis que les seniors pourraient contribuer à réduire la forte saisonnalité du secteur. Le tourisme rural renforcerait l'activité dans les régions, alors que le haut de gamme permettrait d'augmenter la dépense moyenne par visiteur. Enfin, la formalisation des locations via plateformes pourrait intégrer une part croissante de cette activité dans l'économie officielle.

Le chauffeur, lui, a relativisé. Ce n'était pas si important. Après tout, que représentent deux cents millimes ? Presque rien. Moins qu'un café, moins qu'un trajet, moins que tant de dépenses que nous faisons quotidiennement sans même les remarquer.

Je ne suis donc pas revenu ce jour-là.

Mais l'histoire, elle, est revenue.

Depuis, elle réapparaît sans prévenir. Elle s'invite dans mes pensées avec une obstination étrange. Non pas comme une dette financière — deux cents millimes ne ruinent personne — mais comme une petite affaire laissée ouverte entre ma parole et moi.

Car ce qui me dérange n'est pas la somme. C'est la promesse.

Nous avons l'habitude de mesurer les fautes à leur valeur matérielle. Une grande perte serait grave ; une petite pourrait être négligée. Pourtant, la conscience ne connaît pas toujours les règles de la comptabilité. Elle peut rester silencieuse devant des dépenses considérables et s'accrocher, pendant des jours, à une pièce que l'on n'a pas donnée.

Pourquoi ? Parce qu'elle ne compte pas seulement l'argent. Elle compte aussi les paroles tenues, les gestes accomplis et les

engagements, même minuscules, que nous prenons devant les autres.

Le commerçant, peut-être, a déjà oublié mon visage. Il a probablement oublié la photocopie et ses deux cents millimes. Dans sa journée, cet épisode n'aura été qu'un incident sans importance. Mais pour moi, il est devenu une question : que vaut une promesse lorsque personne ne viendra nous la réclamer ?

Il est facile d'être honnête lorsqu'on est surveillé, lorsque la dette est inscrite, lorsque quelqu'un téléphone ou insiste. L'épreuve véritable commence peut-être quand personne ne nous poursuit, quand le montant est dérisoire et que nous pourrions parfaitement ne jamais revenir.

C'est alors que nous découvrons que certaines dettes ne sont pas dues aux autres, mais à l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes.

À la première occasion, je retournerai payer ces deux cents millimes. Le geste paraîtra sans doute excessif. Le commerçant sourira peut-être. Il me dira probablement que ce n'était rien. *Il aura raison.*

*Ce n'était presque rien.
C'est précisément pour cela que je dois le faire.*



Le monde continue de tourner. Parfois à toute vitesse, parfois en rond. Cette semaine, les scientifiques ont cherché à comprendre l'invisible, les économistes ont surveillé le prix du baril et les diplomates ont découvert qu'une conférence contre la désinformation pouvait devenir un problème diplomatique. Trois actualités, trois symptômes de notre époque. Bienvenue dans les 3 de Mister W.

La claque positive

Le Nobel qui écoute les murmures de l'Univers

Il y a ceux qui regardent les étoiles. Et ceux qui préfèrent écouter les particules qui les traversent.

Le prix Nobel de physique 2026 a récompensé Francis Halzen, scientifique d'origine belge, pour son rôle majeur dans le développement de l'astronomie des neutrinos.

Son idée ? Transformer les profondeurs glacées de l'Antarctique en gigantesque observatoire. Baptisé IceCube, cet instrument détecte les traces de particules presque insaisissables, venues parfois des confins de l'Univers.

Dans une époque obsédée par les frontières, voilà une science qui les traverse toutes.

Quand les humains cessent de se regarder le nombril, ils découvrent parfois l'Univers. — Mister W.

Panique à bord

Pétrole : le monde roule presque sur la réserve

Il suffisait déjà de regarder les prix à la pompe pour comprendre que quelque chose clochait.

Cette semaine, les dirigeants de l'industrie pétrolière ont lancé un avertissement : les stocks disponibles pour amortir les crises énergétiques se sont dangereusement réduits.

Le pétrole reste autour de niveaux élevés, tandis que les difficultés de transport, de raffinage et d'approvisionnement accentuent les risques.

Le plus inquiétant ? Cette fragilité laisse moins de marge pour absorber une nouvelle perturbation. On parle beaucoup de transition énergétique. Mais le monde continue de dépendre d'une matière première dont la géopolitique dicte encore trop souvent le prix.

Nous rêvons d'indépendance énergétique, mais notre portefeuille dépend toujours d'un détroit, d'un tanker et d'un communiqué militaire. — Mister W.

L'absurde en action

Quand lutter contre la désinformation devient diplomatiquement incorrect

Attention, terrain glissant : une conférence consacrée à la lutte contre la désinformation peut elle-même provoquer une tempête diplomatique. Selon une enquête Reuters, Washington a exercé des pressions sur plusieurs alliés pour qu'ils prennent leurs distances avec une conférence organisée par EU DisinfoLab, à Bruxelles.

Le motif ? Une table ronde examinant la possibilité que les États-Unis représentent eux-mêmes une menace en matière de manipulation de l'information étrangère.

Les autorités américaines contestent fermement cette présentation, estimant qu'elle nuit à la coopération entre alliés. De leur côté, plusieurs partenaires ont revu leur participation ou leur soutien à l'événement.

On peut débattre de tout, à condition de ne pas poser les questions qui fâchent. — Mister W.

« La semaine prochaine, on reparlera peut-être d'humains raisonnables... mais ne rêvons pas trop. » MISTER W.



التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

إننت أقوى

La force d'une entreprise en pleine croissance réside dans ses partenaires de confiance

Attijari bank est votre soutien inconditionnel à chaque étape de votre voyage entrepreneurial.

À Attijari bank, nous comprenons les défis auxquels toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées. C'est pourquoi nous nous engageons à être là pour vous avec des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé. Nous vous offrons des formations gratuites, un réseau solide pour le networking, et surtout, une épaule sur laquelle vous pouvez compter.

www.attijaribank.com.tn

Nouveau Kia Sportage

Les réponses sont dans les détails



Pourquoi choisir le Nouveau Kia Sportage ?



- Un design audacieux
- Une technologie pensée pour vous.
- Un confort premium
- Une sécurité avancée



OFFICIAL PARTNER

